

Accord professionnel
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Franche-Comté)
(18 février 2009)

(Étendu par arrêté du 7 décembre 2009,
Journal officiel du 15 décembre 2009)

AVENANT N° 8 DU 1^{ER} JUILLET 2014

NOR : AGRS1597040M

Entre :

La FRSEA de Franche-Comté ;

La FRCUMA de Franche-Comté ;

Les entrepreneurs du territoire de Franche-Comté ;

Le syndicat régional de l'horticulture, pépinières, maraîchage de Franche-Comté ;

La FD des coopératives laitières de l'Ain ;

La FD des coopératives laitières du Doubs ;

La FD des coopératives laitières du Jura,

D'une part, et

L'UR CFDT ;

La CFTC-Agri ;

L'UR CGT-FO ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

La CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant fait suite à l'entrée en vigueur des dispositions légales concernant la portabilité des droits au titre de la prévoyance. Il s'agit en effet d'anticiper les conséquences financières de ces nouveaux droits sur les comptes du régime mis en place dans le cadre de l'accord du 18 février 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé des salariés agricoles non cadres de Franche-Comté.

Article 1^{er}

Révision des taux de cotisations

Le point 1 de l'article 7 « Cotisations » de l'accord est modifié comme suit :

« 1. Taux de cotisations et répartition

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies à l'article 4 du présent accord, couvrant le salarié seul à titre obligatoire, est de 1,102 %. Ce taux est défini en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale et réparti comme suit :

- 28 % à la charge de l'employeur, soit un taux de 0,309 % ;
- 72 % à la charge du salarié, soit un taux de 0,793 %.

En cas de souscription aux extensions de garanties prévues à l'article 4 précité, le supplément de cotisation à la charge du salarié est de :

- extension des garanties du régime conventionnel à la famille du salarié : + 1,966 % ;
- extension aux garanties de l'option facultative pour le salarié seul : + 0,271 % ;
- extension aux garanties de l'option facultative pour le salarié et sa famille : + 2,652 %. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre suivant la date de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, dont un exemplaire est déposé auprès des services de la DIRECCTE de Franche-Comté.

Fait à Besançon, le 1^{er} juillet 2014.

(Suivent les signatures.)